



Mairie de Blaye (33390)

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix sept le 12 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 6 décembre 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. CASTETS, Mme QUERAL, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme BAUDERE à Mme HIMPENS, M. VERDIER à M. BALDES, M. ELIAS à M. GEDON, M. SABOURAUD à Mme SARRAUTE, M. CAVALEIRO à Mme MARECHAL, Mme LUCKHAUS à M. RIMARK, M. BODIN à Mme QUERAL

Etait excusée:

Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

15 – REPRISE DES CONCESSIONS PERPÉTUELLES EN ÉTAT D'ABANDON

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La concession funéraire est un contrat administratif portant occupation du domaine public. Le régime juridique caractérisant ces occupations est celui de la précarité et de la révocabilité afin de ne pas porter atteinte aux principes d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité du domaine public.

Ces principes sont pourtant difficilement conciliables avec la nécessaire stabilité des droits d'utilisation et de jouissance du sol concédé pour des tombes. Dès lors, le régime juridique des concessions funéraires est marqué par une limitation sensible des droits des communes. Pour autant, ces dernières conservent un certain nombre de droits exorbitants nécessaires à la bonne administration des cimetières. Le droit de reprise, sous certaines conditions, des concessions funéraires perpétuelles en fait partie.

Ce régime juridique impose donc des obligations aux communes afin de garantir le respect dû aux morts et les droits des familles.

Le principe de la reprise est consacré par l'article L 2223-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Deux séries de conditions doivent être remplies :

- des conditions de temps (article R 2223-12) : la reprise ne peut intervenir avant un délai de 30 ans à compter de l'acte de concession (la procédure de reprise ne peut donc concerner que des concessions trentenaires qui ont fait l'objet d'un renouvellement, cinquantenaires, centenaires (supprimées en 1959) ou perpétuelles) et la procédure ne peut être engagée que 10 ans après la dernière inhumation faite dans le terrain concédé,
- des conditions matérielles (article L 2223-17) : il faut que la concession soit en état d'abandon, c'est-à-dire qu'elle ait cessé d'être entretenue et cet état doit avoir été constaté dans les conditions fixées à l'article R 2223-13 du CGCT.

C'est dans ce cadre que la ville de Blaye a engagé la procédure pour les concessions suivantes :

Numéros	Monuments	Concessionnaires
A-13	Chapelle	Famille NEVEU
B-1	Chapelle	Familles LATOUR / LALANDE
C-11	Pleine terre + petit monument en pierre	Famille CHRISTIAENS
C-27	Pleine terre	Famille MILLOU
D-3	Chapelle	Famille de BEAUMONT
E-78	Chapelle	Familles DAUDIN / CLAVAUD
E-113	Caveau en pierre	Famille BROQUAIRE
E-118	Chapelle	Famille AUGEREAU
F-24	Caveau en pierre	Famille BRILLOIT
F-50	Caveau en pierre	Famille CARO
F-132	Caveau en pierre	Famille DROUELLE
G-allée 1-2	chapelle	Famille MARTINAUD
G-allée 7-5	Pleine terre + petit monument en pierre	Famille MAINFOUDS
G-allée 7-11	Pleine terre	Famille GRIMEAUD
G-allée 9-24	Emplacement + signe religieux	Famille FAURE

Il est demandé au conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable à la reprise des dites concessions
- de les remettre en service pour de nouvelles inhumations
- d'autoriser M le Maire à signer tout acte nécessaire relatif de cette procédure

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 4 décembre 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 14/12/17
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20171212-53373-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

